Office de planification et de développement du Québec

Rapport annuel 1984-1985

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par l'Office de planification et de développement du Québec

Cette édition a été produite par la Direction générale des publications gouvernementales

Dépôt légal — 4e trimestre 1985
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-094267
ISSN 0708-4536

© Gouvernement du Québec

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

Conformément à la loi (L.R.Q., 1977, c. O-3, a. 14), je suis heureux de vous transmettre le rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec pour l'année financière qui a pris fin le 31 mars 1985.

Ce rapport rend compte de l'ensemble des activités de l'Office et contient de nombreux renseignements d'intérêt public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre délégué au Développement
et à la Voirie des régions,

Henri LeMay

Québec, septembre 1985

Monsieur Henri LeMay
Ministre délégué au Développement
et à la Voirie des régions
700, boulevard Saint-Cyrille Est
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport des activités de l'Office de planification et de développement du Québec pour l'année financière 1984-1985.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président-directeur général de l'Office de planification et de développement du Québec,

Jacques Gagnon

Table des matières

Présentation 9

A- Mandat 9
B- Organisation 9
C- Personnel 10

Activités 11
A- Activités de développement régional 11
— Activités des délégations régionales 12
— Est-du-Québec 12
— Saguenay — Lac-Saint-Jean 13
— Québec 14
— Mauricie — Bois-Francs 15
— Estrie 15
— Montréal-Centre 16
— Laurentides — Lanaudière 17
— Montérégie 19
— Outaouais 19
— Abitibi — Témiscamingue 20
— Côte-Nord 21
— Nord-du-Québec 21
B- Activités d'administration 22
— Gestion des ressources humaines 22
— Gestion des ressources matérielles 22
— Gestion des ressources financières 22
— Budget 23
C- Activités de consultation, de concertation et de communication 24
— « Le Choix des régions » 24
— Consultation et concertation 24
— Relations avec les citoyens et les citoyennes 24
— Communications 24

Présentation

A- Mandat

Institué par le chapitre 16 des lois de 1969, l'Office de planification et de développement du Québec a remplacé l'Office de planification du Québec et le Conseil d'orientation économique du Québec, créés respectivement en 1968 et 1961.

En vertu de sa loi constitutive (L.R.Q., 1977, c. O-3), l'Office a les fonctions et pouvoirs suivants:

— préparer, pour le compte du gouvernement, des plans, programmes et projets de développement économique et social et d'aménagement du territoire, en vue de la meilleure utilisation des ressources économiques et humaines et en tenant compte des particularités des régions du Québec;

— obtenir des ministères et organismes du gouvernement les renseignements concernant leurs politiques, leurs programmes, leurs projets et leurs réalisations ainsi que toute autre donnée statistique ou renseignement qu'il juge nécessaire ou utile à la poursuite de ses fins;

— exécuter ou faire exécuter, pour les fins prévues aux paragraphes précédents, des recherches, études, enquêtes et inventaires;

— coordonner les recherches, études, enquêtes et inventaires qui sont faits par d'autres ministères et organismes du gouvernement;

— donner des avis au gouvernement sur les politiques et programmes élaborés par les ministères et organismes du gouvernement en vue d'en favoriser l'harmonisation;

— faire des recommandations au gouvernement sur toute question sur laquelle il a exécuté des recherches, études, enquêtes ou inventaires;

— agir comme agent de liaison entre les ministères et organismes du gouvernement dans la mise en oeuvre des plans, programmes et projets de développement économique et social qui intéressent plusieurs ministères ou organismes du gouvernement et qui lui sont indiqués par le Conseil des ministres;

— assumer la direction et assurer l'exécution de tout plan, programme ou projet de développement économique et social, y compris de tout plan, programme ou projet d'aménagement rural et de développement agricole, dont la réalisation lui est confiée par le Conseil des ministres.

— administrer les fonds qui lui sont confiés aux fins d'exercer les fonctions et pouvoirs prévus au paragraphe précédent et d'en disposer de la façon indiquée par le Conseil des ministres.

En plus de ces fonctions et pouvoirs, l'Office a également pour mandat:

— d'administrer le Fonds de développement régional (FDR) pour financer des projets de développement régional issus du milieu;

— de gérer le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC) et de présider le comité directeur de ce programme;

— d'apporter un soutien technique au ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions dans l'élaboration de politiques de développement régional;

B- Organisation

L'Office est sous la responsabilité de monsieur Henri LeMay, ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions.

Pour mener à bien ses mandats, l'Office est composé de la Direction générale du développement régional, du Secrétariat général et de services administratifs.

Direction générale du développement régional

La Direction générale du développement régional a le mandat de préparer des orientations de développement à chaque région administrative du Québec, de coordonner la réalisation d'un certain nombre de projets spécifiques de développement régional, d'assurer, par les Conférences administratives régionales, la coordination des interventions gouvernementales en région, et de rendre possible la concertation entre les organismes et groupes du milieu et le gouvernement, pour la réalisation concrète de projets de développement.

Pour remplir ce mandat, l'Office a des délégations dans toutes les régions du Québec.

Secrétariat général

Le Secrétariat général est le coordonnateur des interventions de l'OPDQ avec ses principaux agents ministériels ou privés ainsi qu'avec les organismes qui gravitent autour de l'Office. Il est notamment responsable des activités de communication et de la consultation auprès d'organismes volontaires tels les Conseils régionaux de développement (CRD).

Services administratifs

L'Office dispose d'un Service du personnel et d'un Service des finances, qui fournissent un soutien technique dans les domaines des ressources humaines, matérielles et financières.

C- Personnel

À la fin de l'année budgétaire 1984-1985, l'Office comptait 135 employés(ées) permanents(tes) répartis(ies) dans toutes les régions du Québec de la façon suivante:

Employés(ées) permanents(tes)

	Hors cadre	Cadres	Agents(tes) de maîtrise	Professionnels (les)	Fonctionnaires
Québec: siège social	1	15	2	18	27
Est-du-Québec	—	1	—	3	2
Saguenay — Lac-Saint-Jean	—	1	—	3	1
Québec	—	3	—	5	1
Mauricie — Bois-Francs	—	1	—	3	1
Estrie	—	1	—	3	1
Montréal-Centre	—	3	—	8	5
Laurentides — Lanaudière	—	1	—	3	1
Montérégie	—	1	—	3	1
Outaouais	—	1	—	3	1
Abititi — Témiscamingue	—	1	—	2	1
Côte-Nord	—	1	—	3	1
Nord-du-Québec	—	1	—	1	—
Total	**1**	**31**	**2**	**58**	**43**

L'Office a également eu recours aux services de 108 employés(ées) occasionnels(elles), notamment pour administrer le Programme expérimental de création d'emplois communautaires et pour effectuer des études ou des mandats spécifiques. La répartition des effectifs occasionnels s'établit comme suit:

Employés(ées) occasionnels(elles)

	Professionnels (les)	Fonctionnaires
Québec: siège social	8	12
Est-du-Québec	4	—
Saguenay — Lac-Saint-Jean	4	4
Québec	8	3
Mauricie — Bois-Francs	3	2
Estrie	4	2
Montréal-Centre	11	7
Laurentides — Lanaudière	6	2
Montérégie	9	3
Outaouais	5	2
Abitibi — Témiscamingue	2	1
Côte-Nord	3	3
Nord-du-Québec	—	—
Total	**67**	**41**

Activités

A- Activités de développement régional

Dans une perspective de développement des potentiels régionaux, la Direction générale du développement régional a été associée, au cours de l'année financière 1984-1985, à la réalisation de projets socio-économiques d'importance. La Direction générale du développement régional administre, avec les Conférences administratives régionales, deux programmes de financement de projets régionaux, soit le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC) et le Fonds de développement régional (FDR). Sous l'autorité de la ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, le PECEC apporte une aide directe à la mise sur pied ou à l'expansion d'entreprises viables, en vue de créer des emplois permanents. Pour sa part, le FDR contribue à la mise en oeuvre de projets soumis et réalisés par des organismes sans but lucratif ou des municipalités.

De plus, la Direction générale du développement régional élabore des politiques et des orientations de développement régional, et apporte une assistance technique à ses délégations régionales.

Fonds de développement régional (FDR)
Budget affecté en 1984-1985

Régions	Budget affecté ($)	Nombre de projets
Est-du-Québec	3 331 969	40
Saguenay — Lac-Saint-Jean	3 268 760	33
Québec	5 662 324	56
Mauricie — Bois-Francs	2 410 857	30
Estrie	1 222 547	13
Montréal-Centre	6 203 690	31
Laurentides — Lanaudière	1 545 250	19
Montérégie	2 654 350	25
Outaouais	1 057 550	17
Abitibi — Témiscamingue	2 936 085	35
Côte-Nord	1 669 218	22
Nord-du-Québec	536 579	12
Non régionalisé	1 391 050	7
Total	**33 850 229**[1]	**340**

1 Incluant une somme de 425 000 $ transférée au programme 05, élément 04 (CRD-CRDAQ).

Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)
Budget affecté en 1984-1985

Régions	Budget affecté ($)	Nombre de projets	Emplois prévus		
			P[1]	A[2]	Total
Est-du-Québec	2 941 000	41	483	1	484
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 427 500	20	227	1	228
Québec	3 185 508	71	764	3	767
Mauricie — Bois-Francs	3 676 190	35	645	—	645
Estrie	1 007 176	25	218	—	218
Montréal-Centre	6 596 700	99	1574	—	1 574
Laurentides — Lanaudière	3 132 500	56	660	—	660
Montérégie	3 532 550	51	731	48	779
Outaouais	445 899	8	101	6	107
Abitibi — Témiscamingue	1 058 200	17	130	—	130
Côte-Nord	1 946 866	31	411	—	411
Nord-du-Québec	—	—	—	—	—
Total	**28 950 089**	**454**	**5 944**	**59**	**6 003**

1 P: Emplois permanents.

2 A: Emplois temporaires, partiels et saisonniers.

Aussi, au cours de l'année 1984-1985 la Direction générale a participé à la rédaction de documents relatifs à la consultation effectuée par le gouvernement concernant « Le Choix des régions ».

La Direction du développement a également participé aux projets suivants:

— élaboration de rapports-synthèses de la tournée de consultation sur « Le Choix des régions »;

— élaboration de propositions d'amendements aux modalités de subventions des commissariats industriels afin de les rendre accessibles à toutes les MRC et d'offrir des services aux territoires situés en milieux ruraux;

— analyse des mandats et des responsabilités des bureaux régionaux des ministères;

— élaboration d'une politique de contrats de développement et suivi des expériences pilotes présentement en cours;

— préparation de bilans sur la situation socio-économique de chacune des régions;

— préparation des dossiers présentés au sommet socio-économique de l'Estrie;

— analyses de différentes expériences de sous-traitance.

Activités des délégations régionales

Est-du-Québec

• *Recherches et concertation*

En plus d'assurer la coordination de nombreux comités interministériels, la délégation de l'Est-du-Québec a participé aux comités et groupes de travail suivants:

— le comité interministériel sur les projets régionaux d'Hydro-Québec;

— le comité de travail visant à l'implantation d'une usine de traitement de poisson à L'Isle-Verte;

— le groupe de travail pour l'arrondissement naturel de Percé;

— le comité de développement de la réserve Restigouche;

— le comité de gestion pour l'étude de la liaison maritime de l'île d'Anticosti;

— le comité de développement de la zone périphérique du Parc du Bic;

— le comité de travail sur la stratégie de développement touristique des associations touristiques régionales (ATR);

— le comité de supervision du Centre national d'interprétation maritime de Pointe-au-Père;

— le comité scientifique régional du Conseil de la science et de la technologie;

— le comité d'organisation du carrefour de la sous-traitance;

— les groupes de travail des suivis des sommets économiques du comté de Rimouski et de la MRC de Rivière-du-Loup;

— le colloque sur les jeunes, acteurs du développement régional, tenu à Poitiers, en France.

La délégation régionale a aussi réalisé ou participé aux études, recherches et travaux suivants:

— l'étude sur le découpage de la région administrative 01;

— le bilan socio-économique annuel de l'Est-du-Québec;

— la mise à jour de l'étude sur les effectifs gouvernementaux et leur localisation dans l'Est-du-Québec;

— l'inventaire des industries forestières de l'Est-du-Québec;

— la poursuite de la participation à l'étude sur « la recherche d'une solution alternative au problème de la tordeuse de bourgeon de l'épinette dans les unités 11 et 12 du Bas-Saint-Laurent », en collaboration avec le Département de santé communautaire du Centre hospitalier de Rimouski et la firme Darveau, Grenier, Lussier et associés;

— l'étude de l'impact économique et touristique du Parc du Bic, deuxième tome.

• *Fonds de développement régional (FDR)*

En 1984-1985, le Fonds de développement régional dans l'Est-du-Québec a financé 40 projets, pour une somme de près de 3,4 M$. Les principaux projets sont:

— le financement des organismes de développement économique en milieu rural, du Conseil de développement économique de la Baie-des-Chaleurs et de Mobilisaction de Kamouraska;

— l'implantation d'une base de plongée sous-marine dans la baie de Percé;

— les études spéléologiques des grottes de Saint-Elzéar, phase II;

— la réfection et l'aménagement de la route d'accès au camping de Carleton;

— la réalisation des infrastructures de la rue des Cèdres à Val-Brillant;

— l'aménagement de la base de plein air de Fatima;

— la rénovation de l'auberge de jeunesse de Matane;

— la construction d'un gymnase et d'un centre communautaire à L'Isle-Verte;

— les améliorations aux équipements et aux services des Bibliothèques centrales de prêt des Portages et de la Gaspésie;

— l'aménagement du Manoir Le Boutillier, à L'Anse-aux-Griffons;

— la réalisation d'infrastructures et l'acquisition d'équipements au village-vacances Bourg-Brillant, à Val-Brillant;

— l'aménagement des infrastructures et l'acquisition d'équipement aux centres de ski suivants:

  • le Mont Citadelle, à Saint-Honoré, près de Rivière-du-Loup,

  • Val-d'Irène, à Sainte-Irène, près d'Amqui,

  • Val-Neigette, à Sainte-Blandine, près de Rimouski,

  • Mont-Biencourt, à Biencourt;

— l'acquisition d'équipements pour les médias communautaires suivants:

  • la Télévision communautaire de la Matapédia, à Amqui,

  • la Télévision communautaire du Témiscouata, à Cabano,

  • Radio-Gaspésie, à Gaspé;

— l'aménagement des berges de la rivière Matane.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé une aide financière à 41 projets pour un montant total de plus de 2,9 M$. Ces projets ont généré des investissements globaux de plus de 13 M$ et prévoient créer quelque 483 emplois permanents.

Parmi les principaux projets subventionnés mentionnons:

— Cedrico inc. de Price;

— Tannerie Desruisseaux inc. de Saint-Pascal-de-Kamouraska;

— Somival inc. à Lac-au-Saumon;

— Compagnie des Mers et Montagnes inc. de New-Richmond;

— Graphie 222 inc. de La Pocatière;

— Produits Cabois inc. de Cabano

Saguenay — Lac-Saint-Jean

• *Recherches et concertation*

La délégation du Saguenay — Lac-Saint-Jean a présidé le Comité interministériel sur le développement de la zone périphérique du parc du Saguenay, projet en voie de réalisation.

Elle a aussi coordonné le suivi du Sommet régional au niveau gouvernemental, et donné un soutien technique au comité du suivi en appuyant le milieu dans ses démarches pour réorganiser la concertation.

Dans la foulée de ce sommet, elle a aussi coordonné les interventions gouvernementales dans la réalisation d'un plan de développement touristique, récréatif et culturel, de concert avec les organismes du milieu qui oeuvrent sous la présidence de l'Association touristique du Saguenay — Lac-Saint-Jean.

La délégation a siégé au conseil d'administration de la Maison de l'industrie et a contribué à donner à cette dernière un rôle de concertation auprès des milieux d'affaires.

La délégation a suivi de très près le dossier majeur des berges du lac Saint-Jean et les audiences publiques auxquelles ce dossier a donné lieu.

• *Fonds de développement régional (FDR)*

En 1984-1985, le Fonds de développement régional du Saguenay — Lac-Saint-Jean a financé une trentaine de projets pour une somme de près de 3,3 M$. Cette implication financière a généré des investissements totaux atteignant 8,2 M$, dont un montant de 3,2 M$ provenait du milieu.

Parmi les projets les plus significatifs, il faut retenir l'engagement d'environ 575 000 $ sur deux ans, dans la zone périphérique du parc Saguenay. Cette somme sera consacrée notamment au camping et à l'hébergement familial. De plus, on examinera la faisabilité d'une navette maritime sur le fjord du Saguenay.

Au cours de l'année, deux projets ont été complétés et rendus opérationnels et sont parties intégrantes du circuit touristique du Lac-Saint-Jean. Ce sont le Centre d'interprétation des sciences et des technologies de Dolbeau et le Centre historique aquatique de Roberval.

Les autres projets en cours sont:

— la Vieille Pulperie de Chicoutimi;

— le centre de ski Le Valinouet au Saguenay;

— le camping et la plage publique de Desbiens, sur les rives du lac Saint-Jean;

— l'aqueduc pour le Port régional de Grande-Anse à La Baie;

— le bateau La Tournée sur le lac Saint-Jean

La délégation régionale a aussi apporté un soutien technique aux organisateurs du Symposium sur les jeunes et l'emploi.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé une aide financière à 20 projets pour un montant de plus de 1,4 M$. Ces projets ont généré des investissements de plus de 8,4 M$ et prévoient créer quelque 227 emplois permanents.

Parmi ces projets, on retrouve 5 scieries dont la Scierie du Fjord à Petit-Saguenay et la Scierie Crête Petit-Paris à Saint-Ludger-de-Milot. D'autres entreprises ont également reçu un coup de pouce:

Gelbo inc. à Saint-Félicien (congélation de bleuets);

Produits Paul inc. à Jonquière (alimentation);

Auto Fibre Chrome inc. à Chicoutimi;

Programmation 2000 inc. à Alma (informatique);

J.Y.G. Diésel à Chicoutimi (pompes à injection);

Communications S.R. inc. à Chicoutimi.

Québec

• *Recherches et concertation*

La Direction de Québec a été associée aux projets et études suivants:

— coordination des interventions gouvernementales du Sommet économique de la grande région de la Capitale;

— préparation et publication du bilan des consensus et engagements des partenaires du sommet;

— Secrétariat de la Conférence sur la région de la Capitale, qui regroupe les représentants du gouvernement du Québec, de la CUQ, de la ville de Québec et de la Conférence des maires de la Rive-Sud;

— Secrétariat du Comité ministériel de la région de Québec;

— réalisation de l'entente sur le développement touristique de Charlevoix avec les MRC et l'ATR;

— élaboration et réalisation de l'entente sur le Vieux-Québec;

— réalisation de l'entente sur le centre-ville de Québec;

— implantation d'un centre d'accueil touristique à Québec;

— financement de l'étude sur le Couloir récréo-touristique Beauce-Appalaches;

— Comité interministériel et Comité technique sur l'aménagement du Massif du sud;

— contrats de développement des MRC de L'Islet, Robert-Cliche, Les Etchemins, La Nouvelle-Beauce et Bellechasse;

— évolution de l'emploi gouvernemental dans la région de la Capitale;

— rapport régional de la consultation sur « Le Choix des régions ».

• *Fonds de développement régional (FDR)*

Dans le cadre du FDR, 56 projets ont été financés pour un montant de plus de 5,5 M$, dont:

— la gare intermodale de Lévis;

— la Maison régionale de l'industrie;

— le parc des Chutes-de-la-Chaudière;

— le Mont Grand-Fonds dans Charlevoix;

— l'amphithéâtre de L'Islet-Nord;

— l'écomusée de la Haute-Beauce;

— la restauration de la rivière Jacques-Cartier;

— le manoir Joly de Pointe-Platon dans Lotbinière;

— la villa Bagatelle à Sillery;

— l'entente sur le Vieux-Québec.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé une aide financière à 71 projets pour un montant de plus de 3,1 M$. Ces projets ont généré des investissements globaux de plus de 19 M$ et prévoient créer quelque 764 emplois permanents.

Parmi les principaux projets subventionnés, mentionnons:

— les Constructions Beauce-Atlas inc. de Sainte-Marie-de-Beauce;

— Renofen inc. de Québec;

— Gérard Collin inc. de Montmagny;

— Les Compost du Québec inc. de Saint-Henri-de-Lévis.

Mauricie — Bois-Francs

• *Recherches et concertation*

La délégation de la Mauricie — Bois-Francs a été associée aux réalisations suivantes:

— le Sommet économique de la région, phase II, tenu à Victoriaville en novembre 1984. La délégation a assumé la coordination interministérielle des différents dossiers soumis à la table du sommet;

— le Plan de développement touristique de la région, préparé avec les organismes du milieu et les différents ministères impliqués dans ce dossier;

— le Comité interministériel pour la planification des dossiers touchant les parcs régionaux;

— la préparation et le suivi de la campagne de promotion de la région Je l'ai à coeur, en collaboration avec les médias régionaux;

— le bilan socio-économique de la région.

• *Fonds de développement régional (FDR)*

Le Fonds de développement régional dans la Mauricie — Bois-Francs a financé 30 projets pour un montant de plus de 2,4 M$. Les principaux projets sont les suivants:

— la mise en valeur du lac Saint-Pierre;

— une expérience pilote de voirie tertiaire dans la MRC de Bécancour;

— la réalisation d'une étude de rentabilité pour un centre des congrès et un complexe hôtelier à Drummondville;

— la confection d'un plan de développement touristique intégré par l'Association touristique régionale du Centre-du-Québec;

— la rénovation de l'Assembly Hall de Grand-Mère pour sa reconversion en centre d'arts;

— la mise en place de la Corporation de développement communautaire et coopératif de Maskinongé.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé une aide financière à 35 projets, pour un montant de 3,6 M$. Ces projets prévoient créer 645 emplois permanents et générer des investissements globaux de 27,4 M$.

Parmi les principaux projets subventionnés, mentionnons:

— Le Culottier International;

— Portes et Fenêtres Universelles Valmont;

— Coopérative Quatre Saisons;

— Tricots Mic-Dav;

— Industries Prince inc.;

— La Chocolatière de la Mauricie inc.

Estrie

• *Recherches et concertation*

La délégation de l'Estrie, en plus d'assurer la présidence et le secrétariat de la Conférence administrative régionale, a été active dans l'organisation et la tenue du Sommet socio-économique des 29, 30 et 31 janvier 1985. Ainsi, en assumant la responsabilité du comité de gestion, qui relevait du comité d'orientation du sommet, elle a coordonné l'ensemble des opérations et a vu à ce que toutes les interventions soient effectuées selon le programme de travail établi et le calendrier prévu.

De plus, la délégation a été responsable de l'administration des budgets pour l'organisation du sommet. Elle a aussi apporté un soutien technique à tous les modules du comité de gestion. Elle a enfin participé à la production de textes sectoriels ou de zone, à la révision des documents produits et à la production des axes de développement pour la tenue du sommet.

La délégation a collaboré à l'analyse des mémoires régionaux soumis dans le cadre de la tournée de consultation sur « Le Choix des régions ».

• *Fonds de développement régional (FDR)*

Dans le cadre de l'année financière 1984-1985, le Fonds de développement régional a financé 13 projets pour une somme de plus de 1,2 M$, dont:

— Aménagement du Centre communautaire de la ville de Magog;

— Agrandissement du Centre J.A. Lemay à Windsor;

— Parc Victoria à Sherbrooke;

— Fonds du patrimoine estrien;

— Contrats de développement des MRC Le Haut-Saint-François et Le Granit

• ***Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)***

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé une aide financière à 25 projets pour un montant de plus de 1,0 M$. Ces projets ont généré des investissements globaux de plus de 4,3 M$ et prévoient créer 218 emplois permanents. Parmi les projets subventionnés, mentionnons:

— Les Industries G.E. Gilbert inc. à Sherbrooke;

— Abattoir Coquelicot inc. à Lac-Mégantic;

— Création Noryla inc. à Richmond;

— Le Studio Propulsion à Sherbrooke.

Montréal-Centre

• ***Recherches et concertation***

En 1984-1985, la Direction régionale de Montréal a assumé le secrétariat et le suivi des travaux du comité ministériel de la région de Montréal (CMRM). À ce titre, la Direction régionale a été chargée:

— de donner des avis au comité sur tous les mémoires, dossiers et rapports relatifs à la région de Montréal et présentés au Conseil des ministres;

— d'assurer la mise à jour des dossiers de la région de Montréal et le suivi des décisions prises par le CMRM;

— de recommander les mesures visant à accélérer la réalisation de projets à Montréal.

Les dossiers et projets suivants ont fait l'objet d'analyse, de synthèse, de recommandation et de décision du CMRM:

Dossiers prioritaires

— prolongement des infrastructures du transport en commun;

— expansion du port de Montréal;

— parc national de l'Archipel et parcs régionaux;

— zones industrielles désaffectées;

— plan de financement des entreprises;

— déversement des eaux usées de l'intercepteur nord de la CUM;

— plan de mise en valeur du produit touristique montréalais;

— habitation;

— situation des jeunes à Montréal;

— situation des urgences dans les hôpitaux montréalais;

— réaménagement du Vieux-Port.

Projets majeurs de développement

— projet Cadillac — Fairview et la salle de l'OSM;

— mise en valeur des terrains Angus et des résidus fonciers du boulevard Ville-Marie;

— revitalisation de Terre des Hommes: le Parc des expositions agro-alimentaires et la Maison des sciences et des techniques;

— Jardins d'Outremont;

— réaménagement de la carrière Miron;

— amélioration du réseau souterrain du métro;

— Centre d'accueil et de renseignements international (CARIM) et Maison des régions du Québec (MRQ).

Projets locaux de développement

— place publique Berri-De-Montigny;

— expansion du Centre Immaculée-Conception;

— Centre d'activités physiques du Collège Marie-Victorin;

— complexe culturel de Saint-Laurent;

— SIDAC — Promenade Ontario;

— Centre culturel de loisirs à l'Hôtel de ville de LaSalle;

— YMCA de Montréal;

— relance du centre de ski de l'Université de Montréal;

— Centre canadien d'études pratiques des technologies avancées (CCEPTA).

— Auberge communautaire du Sud-Ouest;

— rénovation du pavillon Marie-Victorin du cégep du Vieux-Montréal;

— Centre d'accueil Berri;

— Champ-de-Mars;

— Centre de documentation et d'information des affaires du Grand-Montréal.

La Direction régionale a fourni au CMRM un nombre important de mémoires, d'avis techniques et de commentaires. Parmi ceux-ci, il faut mentionner:

— les interventions gouvernementales à Montréal;

— le fonds d'initiatives jeunesse;

— la construction sur le territoire de la CUM;

— l'intégration tarifaire dans le transport en commun;

— les ateliers Via Rail à Pointe-Saint-Charles;

— le Vieux-Port de Montréal;

— le projet de Loi modifiant la loi de la CUM et de la CTCUM.

La Direction régionale a aussi participé aux travaux de divers comités tels:

— Comité de l'étude macro-économique du projet « Train à très grande vitesse, Montréal — New-York (TGV) »;

— le Comité technique d'harmonisation du projet Archipel de Montréal;

— le Groupe de travail interministériel sur l'aménagement des rives de l'Archipel de Montréal;

— le Comité de gestion du protocole des pistes cyclables « Tour est de l'île de Montréal »;

— le Comité interministériel sur le Vieux-port de Montréal.

La Direction régionale a réalisé un certain nombre d'études dont:

— études sur le produit touristique montréalais;

— bilan de la consultation ministérielle sur « Le Choix des régions »;

— les flux de travail dans 11 MRC situées sur le territoire de la région métropolitaine;

— étude de certains volets concernant la dimension internationale de Montréal, comme par exemple:
  • les centres bancaires internationaux;
  • la cité internationale du cinéma;
  • le Québec dans le monde.

Enfin, la Direction régionale a piloté le dossier des voies cyclables du Tour est de l'île de Montréal, projet dont le coût de 4,7 M$ a été financé à parts égales par le gouvernement du Québec et par la ville de Montréal.

• *Fonds de développement régional (FDR)*

Au cours de l'année financière 1984-1985, le Fonds de développement régional a financé 31 projets dans Montréal-Centre, pour une somme de plus de 6,2 M$, dont:

— la Biennale des arts de la rue à Montréal;

— les travaux de revitalisation par la mise en valeur du Vieux-Montréal et du patrimoine montréalais;

— le projet Archipel de Montréal;

— l'aide financière à la Société de développement industriel de Montréal (SODIM) pour la rénovation d'immeubles dans les zones industrielles désaffectées de Montréal;

— le centre communautaire Crémazie;

— le Commissariat aux sièges sociaux.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du programme PECEC a autorisé une aide financière à 99 projets pour un montant de 6,5 M$. Ces projets ont généré des investissements globaux de plus de 60,6 M$ et prévoient créer 1574 emplois permanents. Parmi les projets subventionnés, mentionnons:

— DeLuxe Produits de papier ltée de Montréal-Est;

— Produits de Sécurité Taskall inc. de Montréal;

— Bijouterie Princesse inc. de Laval;

— Délecta Gourmet inc. de Montréal;

— Fraises à métaux de Montréal inc. de Laval;

— Les Fibres Murray ltée de Laval;

— Systèmes de menuiserie JSC Canada (1983) ltée;

— La Corporation des Technologies ICAM;

— Phasium Universel ltée;

— Vertican inc.;

— André Morin Design International;

— Acier Nova ltée.

Laurentides — Lanaudière

• *Recherches et concertation*

La délégation Laurentides — Lanaudière a fait porter ses efforts sur les sujets suivants:

— concertation avec les organismes de la MRC de Matawinie dans le but de mettre sur pied une corporation de développement économique;

— en collaboration avec le Secrétariat aux conférences socio-économiques, rencontres préparatoires à la mise sur pied du Sommet socio-économique des Laurentides avec les quatre organismes de consultation régionale et les huit corporations de développement économique;

— soutien au CRD des Laurentides pour la constitution d'un fichier régional des entreprises satellites (sous-traitance);

— rencontres de concertation avec le MLCP, Hydro-Québec, le MER et différents organismes du milieu en vue de l'implantation de parcs régionaux;

— élaboration d'une stratégie de création d'emplois dans la MRC de Matawinie, en collaboration avec le CLSC Jolimont et les intervenants régionaux;

— soutien technique au symposium sur les jeunes et l'emploi de Saint-Jérôme dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse.

La délégation de Laurentides — Lanaudière a mis également l'accent sur les programmes gouvernementaux touchant le ski alpin, l'hébergement, les parcs régionaux, la diversification des projets d'offre touristique régionale et l'accessibilité des différentes clientèles aux services gouvernementaux.

La délégation a ainsi assuré la coordination de divers comités interministériels et de groupes de travail suivants:

— projet de la rivière Rouge;

— table de concertation régionale sur les services à la population;

— élaboration d'un calendrier de rencontres avec le CRD Lanaudière sur l'implication des différents ministères dans les comités de suivi du Sommet économique de Lanaudière.

En plus de ses activités régulières de concertation et de gestion de programmes, la délégation Laurentides — Lanaudière a consacré, cette année, beaucoup d'énergies à la préparation du Sommet socio-économique des Laurentides et au suivi de la tournée de consultation sur « Le Choix des régions ».

Ces actions ont porté, notamment, sur:

— une participation à la préparation du bilan régional et du rapport-synthèse relatif à la consultation sur « Le Choix des régions »;

— une réaction à un volet du rapport de la Commission Robidas qui porte sur le rattachement de la MRC d'Antoine-Labelle à la région des Laurentides;

— une élaboration d'une proposition de contenu pour le document *État de la situation* dans le cadre des documents d'appui au Sommet socio-économique des Laurentides, avec présentation visuelle.

La délégation Laurentides — Lanaudière a aussi assuré une participation financière au journal mensuel *Le Décideur*. Ce journal à caractère économique constitue un outil promotionnel important pour faire connaître les programmes et les mandats de l'OPDQ dans la région des Laurentides. C'est le seul journal d'envergure dans la région qui s'adresse aux entrepreneurs.

• *Le Fonds de développement régional (FDR)*

Au cours de l'année financière, le FDR, dont l'enveloppe a été accrue de façon significative pour la région, a rendu possible la réalisation de 19 projets pour un financement global de 1,5 M$. Ces projets se regroupent principalement dans les domaines suivants: bâtiments et équipements de nature communautaire dans les municipalités les plus démunies de la région, suivi des décisions du Sommet socio-économique de Lanaudière, camps familiaux et auberges de la jeunesse, parc régional, infrastructures municipales, expériences pilotes sur la voirie tertiaire et enfin, équipements sportifs.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé une aide financière à 56 projets pour un montant de plus de 3,1 M$. Ces projets ont généré des investissements globaux de plus de 16,3 M$ et prévoient créer quelque 660 emplois permanents.

Ces projets couvrent plusieurs secteurs d'activités, dont les plus importants, en montants de subventions approuvées par le PECEC, sont: le bois et le meuble (964 700 $), le caoutchouc et les matières plastiques (179 850 $), l'agro-alimentaire (347 000 $), la fabrication de produits métalliques (278 000 $) et le matériel de transport (102 000 $).

	Laurentides	Lanaudière	Total du 1984-04-01 au 1985-03-31
Nouveaux projets	33	23	56
Total des projets acceptés	33	23	56
Emplois permanents prévus	500	160	660
Subventions approuvées	2 149 300 $	983 200 $	3 132 500 $
Investissements globaux	10 766 087 $	5 622 950 $	16 389 037 $

Montérégie

• *Recherche et concertation*

En plus d'assurer la coordination de nombreux comités interministériels, la délégation de la Montérégie a réalisé les principaux mandats suivants:

— participation au Salon de la sous-traitance organisé par la Société pour le progrès de la Rive-Sud (SPRS), les 8, 9 et 10 mai 1984;

— élaboration du bilan socio-économique de la Montérégie;

— préparation d'un avis sur l'analyse d'un dossier qui porte sur l'économie de Sorel et de ses environs;

— préparation d'un dossier-synthèse sur le sommet économique régional présenté à la CAR.

• *Fonds de développement régional (FDR)*

Au cours de l'année, le Fonds de développement régional a servi à financer 25 projets pour une somme de près de 2,7 M$. Les principaux projets sont:

— construction d'un aréna à Boucherville;

— construction d'une piscine intérieure à Châteauguay;

— reconstruction du barrage Foster à Lac-Brome;

— agrandissement de la Maison des Jeunes de Longueuil;

— construction de la Tour des Régates à Valleyfield;

— réparation du Barrage Penman's à Saint-Hyacinthe;

— étude de faisabilité en vue d'un contrat de développement (MRC de Beauharnois — Salaberry);

— construction d'un centre communautaire pour le Mouvement Action Handicapés, de Granby;

— Maison du tourisme à Rigaud et Philipsburg.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé une aide financière à 51 projets pour un montant de plus de 3,5 M$. Ces projets prévoient créer quelque 731 emplois permanents et génèrent des investissements globaux de plus de 30,2 M$.

Parmi les projets mentionnons:

— Serviplast inc. de Boucherville;

— Industries M.K.E. inc. de Candiac;

— Modèlerie Aéro enr. de Boucherville;

— Les Entreprises Dynamair inc. de Saint-Jean.

Outaouais

• *Recherches et concertation*

La délégation de l'Outaouais a participé aux travaux et recherches suivants:

— la mise sur pied et la participation au comité d'appui à l'opération de consultation communautaire dans la MRC de Pontiac (Ensemble/Together), résultat d'une concertation du milieu et d'organismes gouvernementaux (Equity, CLSC, Radio communautaire, MRC, SAO, OPDQ, CRDO);

— la rédaction de documents d'appui au colloque de la MRC de Papineau sur le thème « Constats et enjeux du schéma d'aménagement dans Papineau » et l'élaboration d'un questionnaire d'enquête sur les enjeux de l'aménagement dans Papineau comme suivi du colloque;

— la rédaction d'un rapport-synthèse de la consultation sur « Le Choix des régions »;

— la participation au comité du bilan scientifique régional, à la table de concertation sur la haute technologie et au groupe de travail sur les perspectives internationales.

Par ailleurs et de façon déterminante, la délégation régionale a aussi concentré ses efforts sur l'organisation du Sommet socio-économique de l'Outaouais. Ses principaux rôles sont:

— l'information du milieu concernant la tenue, les objectifs et l'organisation du sommet;

— la participation à la consultation préparatoire à la création du Comité d'orientation et du Comité de gestion;

— la mise sur pied d'un groupe de travail visant l'information et la participation maximale des femmes au sommet;

— la participation aux structures de gestion du sommet; en effet, la coordination du Comité de gestion est assumée par le délégué régional assisté d'un agent de recherche et de planification socio-économique; le secrétariat du Comité d'orientation est assumé par une agente d'information; la coordination du Comité de contenu est assumée par un agent de recherche et de planification socio-économique; une professionnelle se joint à l'équipe de la délégation à titre d'adjointe au coordonnateur du Comité de gestion;

— l'implication des professionnels de la délégation régionale dans les travaux des tables sectorielles et des groupes thématiques.

• ***Fonds de développement régional (FDR)***

Le Fonds de développement régional a financé 17 projets pour une somme de près de 1,1 M$. Les principaux projets sont:

— acquisition de terrains dans le secteur du Ruisseau de la Brasserie à Hull (mini-parc industriel);

— aménagement du site des chutes de Plaisance;

— aménagment d'une plage publique au lac Simon;

— rénovation de l'édifice Ville Joie Sainte-Thérèse à Hull (centre de production des arts d'interprétation);

— acquisition de terrains en vue de l'aménagement des berges à Gatineau;

— construction d'un motel industriel à Mont-Laurier;

— acquisition des Cavernes Laflèche à Val-des-Monts;

— aménagement du centre de plein air du Lac Giles à Gracefield.

• ***Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)***

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé le financement de 8 projets pour un montant de plus de 0,4 M$. Ces projets ont généré des investissements de plus de 2,0 M$ et prévoient créer 101 emplois permanents.

Parmi les projets subventionnés, mentionnons:

— Café Galerie Caviar;

— Champignons Montpellier;

— Néotech communications informatiques inc.

Abitibi — Témiscamingue

• ***Recherches et concertation***

La Conférence administrative régionale de l'Abitibi — Témiscamingue (CARAT) s'est réunie à quatre reprises au cours de l'année et les différentes rencontres ont porté sur des échanges d'information et prises de position envers les différentes problématiques afférentes à la région. Les principaux thèmes abordés furent les suivants:

— desserte de la région du Nord-du-Québec par les effectifs gouvernementaux de la région;

— analyse des résultats du colloque sur le développement nordique tenu à Sept-Îles;

— découpage régional: prise de position sur l'hypothèse d'une région 08 s'étendant jusqu'au 55e parallèle;

— commentaires et réactions à la consultation sur « Le Choix des régions »;

— rétroinformation sur le colloque en agro-alimentaire et développement et perspectives d'avenir de ce secteur;

— analyse du secteur forestier;

— problématique sur la création du Parc d'Aiguebelle;

— analyse du projet « Alliance Laurentienne » concernant des cours de pêche et de piégeage dans la région de Desrot;

— concertation avec le Secrétariat à l'aménagement sur l'application des articles 11 et 16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

— participation de l'OPDQ à une table de concertation régionale sur le relèvement de l'employabilité des jeunes;

— participation de l'OPDQ à un symposium sur la jeunesse tenu à Rouyn-Noranda;

— participation de l'OPDQ au bilan scientifique régional qui fut présenté au Conseil de la science et de la technologie en mars 1985.

• ***Le fonds de développement régional (FDR)***

Le Fonds de développement régional a financé 35 projets pour une somme de près de 3,0 M$. Les principaux projets sont:

— amélioration du lien routier entre Villebois et Selbaie;

— aménagement d'un édifice polyvalent à Ville-Marie et à Témiscaming;

— base de plein air du lac Mourier;

— mise au point d'un nouveau modèle de fauteuil roulant;

— école de musique à La Sarre;

— équipements communautaires dans les municipalités de La Motte et de Bellecombe.

• ***Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)***

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé le financement de 17 projets pour un montant de plus de 1,0 M$.

Ces projets prévoient créer 130 emplois permanents et ont généré des investissements globaux de plus de 6,3 M$.

Parmi les projets subventionnés, mentionnons:

— Distribution Roy & associés inc. (Val-d'Or);

— Atelier d'ébénisterie Le Guillaume inc. (Rouyn);

— Les Ascenseurs Abitibi-Témiscamingue ltée (Rouyn);
— Les Équipements forestiers Cardinal inc. (Angliers);
— Valpiro tram inc. (Val-d'Or);
— Les manufactures Vado-freins ltée (Val-d'Or);
— Créations dynamiques (Abitibi) inc. (La Sarre).

Côte-Nord

• *Recherches et concertation*

La délégation régionale s'est impliquée dans divers dossiers dont:

— l'opportunité de réalisation du parachèvement de la route 389 Manic V — Fermont;
— les travaux de divers comités du milieu:
  • Comité de planification des infrastructures portuaires de Baie-Comeau (CPIP), Comité de planification des équipements culturels (CPEC), Comité mixte et interministériel relatif au développement de la zone périphérique du Parc du Saguenay, Plan d'aménagement du bassin Outardes 2 (PABO), phare de Pointe-des-Monts, etc.;
  • tables de concertation sur les pêches, Commission de formation professionnelle, Comité Action Côte-Nord, colloque sur la politique d'achat, etc.

La conférence administrative régionale s'est réunie à quatre reprises au cours de l'année. Ces réunions régulières des directeurs régionaux furent l'occasion de faire le point sur les dossiers d'actualité:

— « Le Choix des régions »;
— rencontre avec diverses MRC du territoire;
— transport aérien sur la Côte-Nord;
— Mission de la Basse-Côte-Nord;
— amélioration des services gouvernementaux en région;
— situation dans les villes nordiques;
— prolongement de la route 389;
— amélioration des services universitaires sur la Côte-Nord.

En matière de recherche, la délégation coordonne le suivi de trois recherches que l'OPDQ finance:

— le développement des villes minières;
— la cueillette de la chicoutai sur la Basse-Côte-Nord;
— l'étude de faisabilité d'un lien inter-rives dans le golfe Saint-Laurent et la desserte maritime de l'île d'Anticosti.

• *Le Fonds de développement régional (FDR)*

La délégation régionale s'est impliquée dans plusieurs projets d'immobilisation et de concertation régionale par l'intermédiaire du Fonds de développement régional. C'est plus de 5,1 M$ d'investissements qui ont été générés grâce à l'octroi de quelque 1,6 M$ de subventions à 22 projets.

Les principaux projets retenus ont été:

— la réfection et l'amélioration de l'aéroport de Port-Menier;
— la mise en place de la Société de développement économique de la région du fer;
— l'aide aux secteurs privés de Schefferville;
— la voirie forestière dans la région de Sacré-Coeur;
— le complexe municipal de Pointe-aux-Outardes;
— l'amélioration des infrastructures au centre de ski Gallix.

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le comité d'approbation des projets du PECEC a autorisé le financement de 31 projets pour une somme de plus de 1,9 M$, qui ont généré des investissements de plus de 11,9 M$. Ces projets prévoient créer 411 emplois permanents. Parmi les projets subventionnés, mentionnons:

— Scierie des Outardes;
— Produits forestiers Intersam inc.;
— Scierie Jacques Beaulieu ltée;
— Contrôles hydrauliques Sept-Îles inc.;
— Les Aliments Champi inc.

Nord-du-Québec

• *Recherches et concertation*

La délégation a complété le troisième mandat du dossier Schefferville, soit de faire des recommandations de nature à orienter les politiques gouvernementales relatives au développement du milieu nordique. À la suite du mini-colloque de Sept-Îles, le groupe de travail sur l'avenir de Schefferville a produit son troisième rapport.

Plusieurs études et avis ont été formulés par la délégation au cours de l'année, sur une révision du bilan socio-économique de la région, sur une synthèse de la consultation sur « Le Choix des régions », sur le développement nordique et sur des dossiers impliquant les autochtones.

La délégation a continué d'offrir un appui au SAGMAI (Secrétariat des affaires gouvernementales en milieu amérindien et inuit) dans le but d'améliorer les services offerts à la clientèle autochtone. C'est ainsi que des efforts supplémentaires ont été faits pour impliquer les diverses délégations régionales de l'OPDQ dans des projets en milieu amérindien.

• ***Fonds de développement régional (FDR)***

Par le Fonds de développement régional, la délégation a appuyé diverses intitiatives reliées aux plans d'intervention des pourvoiries et du tourisme nordique telles que:

— installations nordiques de la base de plein air CEPAL;

— aide aux pourvoiries pour le nettoyage;

— réfection de la route de Squaw Lake;

— aménagement de la rivière Swampy Bay;

— réfection de chemins d'accès aux territoires de chasse et pêche des Montagnais de Shefferville;

— aménagements touristiques le long de la route Matagami — LG2.

Le fonds de développement régional a financé 12 projets pour une somme de plus de 0,5 M$.

La délégation a donné son appui aux organismes en milieu cri et inuit pour la préparation de leur plan de développement du Nord.

B- Activités d'administration

Gestion des ressources humaines

Le Service du personnel assume les responsabilités suivantes:

— voit au recrutement des ressources humaines compétentes;

— établit la classification de chaque employé(e) selon les tâches accomplies;

— conseille et assiste les gestionnaires dans le recrutement et la gestion courante des effectifs;

— informe les employés(ées) sur leur cheminement de carrière et leur fournit en conséquence le soutien nécessaire en vertu des réglementations;

— propose aux employés(ées) un plan de formation utile à leur carrière et en accord avec les objectifs de l'OPDQ;

— collabore avec les organismes centraux et les autres ministères sur des questions touchant la gestion des ressources humaines.

Le Service a également mis en oeuvre des moyens d'action afin de poursuivre les efforts de redressement d'emploi. Il a réalisé un plan d'action à l'intention des communautés culturelles et un plan d'embauche pour les personnes handicapées. Le Comité d'égalité en emploi pour les femmes a élaboré, en collaboration avec le Service du personnel, un plan d'action à l'intérieur duquel ont été fixés d'importants objectifs de formation et de perfectionnement.

Par ailleurs, le Service du personnel a réalisé cette année deux plans de développement, l'un pour son personnel d'encadrement et l'autre pour son personnel professionnel et fonctionnaire. Plus de 1 000 jours/personne, tant internes qu'externes, ont été consacrés aux besoins de formation du personnel de l'OPDQ. Enfin, dans le cadre de l'implantation de la bureautique et de l'informatique, le Service du personnel a offert des cours d'initiation à ces nouvelles technologies.

Gestion des ressources matérielles

Cartographie

La section de cartographie a participé à la réalisation d'études telles que « Montérégie, connaissance régionale », « Le Choix des régions, Rapports de la consultation », « Parachèvement de la route 389: Manic V — Fermont ».

De plus, on compte la réalisation de quelques cartes dont « Laurentides » au 1/500 000e, « Lanaudière » au 1/ 500 000e et une vingtaine de matrices de la répartition de l'emploi et de la main-d'oeuvre dans les municipalités et dans les MRC de la région administrative de Montréal.

Gestion des ressources financières

Le Service des finances a la responsabilité d'assurer le soutien requis pour l'ensemble des unités administratives de l'Office en matière de gestion financière et assiste les gestionnaires dans l'utilisation des crédits votés par l'Assemblée nationale.

Ce service voit à la planification et à la coordination des activités relatives à l'élaboration et à la répartition du budget de l'Office et réalise les études et analyses concernant la situation budgétaire et les prévisions financières de l'organisme. Il met sur pied les systèmes comptables et financiers nécessaires à l'administration des programmes de l'Office, en conformité avec les règlements et normes de gestion financière en vigueur.

Ce service doit s'assurer de la conformité des engagements de crédits de l'Office en regard des lois et règlements qui leur sont applicables. Il assure aussi la production de rapports comptables, financiers et de gestion et voit à leur diffusion.

Ce service assure la conception, l'élaboration et le respect des procédures en regard des systèmes de contrôle et de comptabilisation relativement aux engagements, paiements, revenus et recettes de l'Office. Il propose un plan de gestion financière et en supervise l'application, le suivi et la mise à jour. Il fournit également l'assistance technique en matière de comptabilité, de budget et de finances à certains organismes subventionnés, tels que les Conseils régionaux de développement (CRD).

• *Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)*

Le Service des finances assume la coordination et l'administration des fonds de ce programme. Il assure aussi l'administration des onze comptes de banque en fiducie dans toutes les régions du Québec. Au 31 mars 1985, et ce, depuis sa création, 2 008 projets ont été approuvés pour une somme totalisant 127 M$.

Budget

En 1984-1985, le budget de l'Office était de 43 M$. À cette somme s'ajoute un montant de 99,1 M$ réparti comme suit:

— 68,1 M$ inscrits au budget des ministères maîtres-d'oeuvre pour les projets des ententes auxiliaires Canada — Québec[1];

— 31 M$ transférés à l'Office par le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC).

1 Les effectifs pour l'administration des ententes de l'Office ont été transférés au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes le 21 août 1984 pour donner suite au décret 518-84 qui confiait la responsabilité des relations fédérales-provinciales au ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Tableau 1

Répartition du budget de l'OPDQ par programme et élément
(en milliers de dollars)[1]

		1984-1985	1983-1984
Programme 04:	Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional. Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.		
	Élément 1 — Fonds de développement régional	64 555,8[2]	65 557,5
	Élément 2 — Provisions pour augmenter tout crédit	100,0	100,0
	Total	**64 655,8**	**65 657,5**
Programme 05:	Aménagment et développement régional, consultation et administration de l'OPDQ. Ce programme vise à définir des politiques gouvernementales en matière de développement régional. Il vise également à coordonner et diriger les ressources essentielles à la gestion des programmes de l'OPDQ, tout en y associant les organismes consultatifs.		
	Élément 3 — Direction et soutien administratif	6 736,1	6 553,5
	Élément 4 — Aide à la consultation	2 620,5[3]	2 360,4
	Total	**9 356,6**	**8 913,9**
Total des programmes 04 et 05		**74 012,4[4]**	**74 571,4**

1 Préparé selon la structure budgétaire 1984-1985 de l'Office.

2 Incluant un transfert de 31 M$ en provenance du MMSR.

3 Incluant un transfert de 685 400 $ en provenance de l'élément 01 du programme 04.

4 Excluant une somme de 68,1 M$ inscrite au titre des ententes dans les ministères maîtres d'oeuvre. Au total, le budget concernant l'Office s'élève à 142,1 M$.

C- Activités de consultation, de concertation et de communication

« Le Choix des régions »

Dans le cadre de la consultation sur « Le Choix des régions », le Secrétariat de l'Office s'est vu confier, en collaboration avec la Direction générale du développement, le mandat suivant:

— la rédaction des documents-synthèses de la consultation;

— la supervision de l'édition et de la diffusion des rapports régionaux de la consultation;

— la rédaction de mémoires relatifs aux décisions issues de la consultation;

— la négociation pour la mise en place de nouvelles tables de concertation régionales créées par la fusion des CRD et des comités de suivi des sommets régionaux.

Consultation et concertation

Les activités de consultation et de concertation au cours de l'année ont été marquées par la négociation du renouvellement du protocole d'entente avec les Conseils régionaux de développement associés du Québec (CRDAQ).

Les CRD sont des organismes volontaires regroupant, dans chacune des régions administratives du Québec différents représentants du milieu régional (municipalités, commissions scolaires, entreprises, associations patronales, associations syndicales, organismes de développement, etc.). L'objectif premier des CRD est de promouvoir le développement régional par la consultation et la concertation des agents de leur région.

Les conditions minimales d'accréditation et d'admissibilité aux subventions de l'OPDQ sont notamment le respect des territoires des régions de l'administration gouvernementale, la représentativité, à la fois sectorielle et territoriale, des principaux organismes du milieu et un minimum de 10 % d'autofinancement.

Le régime des subventions comporte une enveloppe de base destinée à assurer un fonctionnement minimum ainsi qu'une contribution financière à un Fonds d'initiatives à la concertation (FIC), sur la base de 1 $ de l'OPDQ pour 1 $ du milieu. Le tableau montre la répartition des subventions de base et de la contribution de l'OPDQ au FIC pour l'année 1984-1985. Le FIC vise les objectifs suivants:

— améliorer la portée et l'efficacité de la concertation;

— servir de démarreur dans des projets innovateurs dont la maîtrise d'oeuvre relève des agents de développement du milieu;

— donner une plus grande visibilité à la participation financière du milieu.

Au cours de la présente année, les dix CRD du Québec ont reçu les subventions suivantes:

Répartition des subventions de base et de la contribution de l'OPDQ au FIC

CRD	Subventions de base $	Contribution au FIC $
Est-du-Québec	203 700	50 429
Saguenay — Lac-Saint-Jean	206 000	50 000
Québec	216 200	57 457
Mauricie — Bois-Francs — Drummond	206 400	54 207
Estrie	200 700	51 389
Laurentides — Lanaudière	255 700[1]	50 039
Outaouais	203 500	58 200
Abitibi — Témiscamingue	201 100	50 000
Côte-Nord	208 600	65 922
Kativik	139 100	11 047
CRDAQ	79 500	
Total	**2 120 500**	**498 690**

1 Incluant une subvention spéciale de 50 000 $.

Relations avec les citoyens et les citoyennes

Le Secrétariat général a la responsabilité, à l'OPDQ, de l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, c. 30). Il participe aux travaux du Secrétariat aux relations avec les citoyens et citoyennes, dont l'objectif est d'améliorer et d'humaniser davantage les relations avec l'administration gouvernementale et les citoyens.

Communications

Le Service des communications a pour mandat de s'assurer que la clientèle de l'OPDQ, ou le public en général dans les cas où l'OPDQ est directement impliqué, comprenne bien et perçoive correctement quels sont ses buts et quel est son rôle de service public.

Publicité et relations publiques

Les efforts du Service dans ce domaine ont surtout été concentrés sur les deux programmes de subventions administrés par l'OPDQ: le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC) et le Fonds de développement régional (FDR). En ce qui concerne le PECEC, le Service a travaillé de concert avec le comité ministériel des priorités de communications (CMPC) du ministère des Communications afin de mettre au point, par une participation à des tables sectorielles, la campagne de publicité annuelle du gouvernement du Québec. Pour ce qui touche le Fonds de développement régional, le Service des communications a surtout mis l'accent sur la visibilité dans les régions des réalisations du milieu, et ce, en harmonie avec les nouvelles priorités du gouvernement du Québec en matière de développement régional. Les actions de communication, relatives au Fonds de développement régional, s'inscrivaient dans la foulée de la consultation sur « Le Choix des régions ». Tant les actions publicitaires touchant le PECEC et le Fonds de développement régional que les opérations de relations publiques ont été réalisées de concert avec les délégations régionales de l'OPDQ.

Édition

Le Service des communications a répondu aux diverses demandes des délégations régionales qui portaient sur l'édition et la diffusion de rapports, d'études et de documents-synthèses:

— *Pontiac, profil socio-économique (Outaouais)*;

— *Situation socio-économique de la Côte-Nord, bilan 1982-1983*;

— *Rapports de la consultation sur « Le Choix des régions »;*

— *Zone périphérique du Parc du Saguenay*;

— *Montérégie: connaissance régionale*;

— *L'Estrie, profil socio-économique*;

— *Problématique intégrée de la zone limitrophe du lac Saint-Jean*.

Le Service des communications a de plus collaboré à l'édition conjointe des *Actes de la Rencontre du Saint-Laurent* réunissant des experts de la France et du Québec sur les questions de décentralisation et de développement régional.

Le Service des communications s'est vu confier la responsabilité de concevoir, en collaboration avec les intervenants de Schefferville, un dépliant institutionnel afin de mettre en relief la nouvelle réalité locale de cette municipalité.

Expositions

Sur propositions des délégations de l'OPDQ, le Service des communications a participé à des expositions régionales en mettant l'accent sur la visibilité des programmes gérés par l'OPDQ et sur les projets réalisés par les gens des milieux concernés. Cette participation aux expositions s'inscrivait donc dans un souci de mieux coller à la nouvelle réalité sur le développement régional, telle que proposée par « Le Choix des régions ».